

GORDON SMITH

Membre éminent du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale

Jacques Mistral, Directeur des Etudes économiques, Ifri

Merci beaucoup pour cette introduction de la question des réformes structurelles dans les débats sur la conduite des politiques macroéconomiques en période de sortie de crise et de réforme du système monétaire international. Il y a une question institutionnelle intéressante à poser dans la discussion, ça serait de savoir quel rôle l'OCDE, qui est experte en matière de réforme structurelle, pourrait être appelée à jouer si on poursuit l'idée qui vient d'être introduite. Nous allons faire une transition avec ce que va nous dire Gordon sur un aspect plus politique de la gouvernance mondiale.

Gordon SMITH

Merci beaucoup Jacques. C'est un plaisir d'être ici.

Je vais faire quelque chose d'un peu différent des deux exposés précédents, même si je vais m'appuyer sur leur contenu, notamment sur certaines choses que Lionel a dites. Je souhaite placer la discussion de la réforme monétaire et financière dans le contexte global de la gouvernance mondiale et de la réforme institutionnelle, ce qui me semble être ce que Thierry et l'équipe de l'IFRI ont voulu faire de cette réunion.

Ce dont nous débattons est hautement politique ; Lionel a parlé de pouvoir, de la nature changeante du pouvoir dans le monde et de comment cela doit se refléter dans la gouvernance. Je répète ce que nous savons déjà tous : l'état actuel de la gouvernance, et les institutions qui représentent les principaux (mais pas les seuls) moyens d'y parvenir, ne sont clairement pas à la hauteur du degré d'interdépendance qui prévaut aujourd'hui. Ce point a été évoqué ce matin, et je tiens à le réitérer.

Je voudrais également souligner l'idée que nous vivons dans un monde de vulnérabilité mutuelle, et que cette notion était présente dans les propos de Pedro Carlo et de Lionel. J'ai été très intéressé par le discours du Secrétaire Général ce matin ; c'est une chance qu'il ait pu venir et parler de ce qui se passe aux Nations Unies ainsi que des changements nécessaires pour les rendre plus efficaces en termes de fonctionnement et de résultats etc. Cependant, nous devons prendre en considération le monde tel qu'il est, plutôt que le monde tel que nous souhaiterions le voir, et je suis assurément sceptique quant à l'arrivée prochaine d'une réforme du Conseil de sécurité.

Par conséquent, je pense que pour faire face à ces problèmes imposants et imbriqués, ce qui fut un thème récurrent ce matin, on a besoin d'une sorte de groupe de pilotage mondial. Je choisis prudemment mes mots ; je ne parle pas de comité exécutif pour tout un éventail de raisons sur lesquelles nous pourrions revenir.

Le G20, comme on le sait, est très axé sur son mandat principal qui fait de lui le premier forum économique, et je sais pertinemment que nos amis coréens veulent s'assurer qu'il réussira dans cette tâche. Cependant, j'avancerais que l'on peut d'ores et déjà voir que le programme va évoluer ; je ne suggère pas aux Coréens d'élargir leur ordre du jour dans les trois semaines à venir, mais on suggérerait déjà ce matin que les ministres des Finances et dirigeants du G20 pourraient aborder d'autres questions. Nos amis coréens ont compris, et le sous-ministre pourra le confirmer, que le programme a été élargi pour prendre en considération les questions de développement, pour toute une série de raisons politiques valables.

Comme je ne suis pas aussi optimiste que certaines personnes que j'ai entendues aujourd'hui, sur les chances d'un succès sur le changement climatique à Cancun, les dimensions financières d'une gestion des changements climatiques atterriront bientôt dans le programme du G20. Dans l'ensemble, le monde a besoin d'un groupe de pilotage parce qu'un G192 est tout bonnement incapable de faire ce qui doit être fait. Il n'a pas beaucoup été question de cela ici, et je crains que les gens ne mettent en question la légitimité d'un groupe de pilotage; ils l'ont fait pour le G8 et le feront pour le G20. Cependant, à mon avis, la question cruciale est de savoir s'il sera efficace ou non. S'il l'est, personne ne mettra en question sa légitimité. Dans le cas contraire, elle sera contestée.

Je tiens de nouveau à souligner ce que j'ai évoqué au sujet de la notion de groupe de pilotage. Ce n'est pas un groupe qui imposerait ses décisions à quiconque, et je pense que Jean-Claude Trichet a été très clair en insistant à plusieurs reprises sur ce point. Permettez-moi de revenir sur le changement climatique, sujet qui à mon avis nécessite un groupe de pilotage. Ce qui devra arriver finalement, sera la ratification d'un quelconque consensus du G20 par tous les membres des Nations Unies, ce qui est loin d'être incohérent avec l'idée d'un groupe de pilotage. Nous avons besoin d'une entité dirigeante dans le monde qui inclut, pour les raisons que Lionel et d'autres ont expliquées, les pays en développement. Je pense qu'il en a fait un plaidoyer convaincant. Les types de problèmes mondiaux qui attendent les dirigeants ne sont pas de ceux que peuvent résoudre exclusivement les pays développés ; je n'ai désormais plus besoin de le rappeler.

J'ai trouvé intéressant de lire sur le programme que nous parlerons à Marrakech de la gouvernance du cyberspace. Je me souviens avoir lu que la Corée pensait mettre la cyber sécurité au programme, et je ne sais pas si l'idée a abouti.

Le point suivant a déjà été évoqué au cours de la journée, et je souhaite simplement le préciser. La nature changeante du monde se traduit par le fait que la Corée préside ce G20, au lieu d'avoir une nouvelle réunion du G7 ou du G8. J'ai appris de personnes bien plus spécialistes que moi, que si le G8 avait présidé cette réunion du G20, l'accent n'aurait jamais été mis, comme il l'a été, sur les filets de sécurité mondiaux. Ce qui reflète bien l'origine du pays organisateur.

Dans la gouvernance mondiale, en particulier le rôle dirigeant des sommets, ma thèse est que la forme finit par suivre la fonction nécessaire ; les ministres des finances du G7 se sont transformés en G20, les ministres des finances du G20 se sont transformés en forum des dirigeants du G20 et j'ai déjà évoqué la façon dont cela pourrait évoluer. Nous verrons ce qui découlera de Séoul dans ce domaine, mais il n'y a aucun doute dans mon esprit que la France, qui présidera à la fois le G20 et le G8, aura fort à faire pour démêler ces organismes respectifs, étant donné l'influence inhérente à une présidence double. On a fait référence ce matin au futur incertain du G8.

En ce qui concerne le sommet de Séoul, il est important à mes yeux de ne pas considérer la gestion du problème du taux de change comme le seul test de la réussite. La réunion doit accomplir d'autres choses, autour de la stabilité et de la sécurité du système. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire que je m'attarde sur les résultats du Comité de Bâle. Il y a des progrès dans la bonne direction, et bien que je ne prétende pas être expert en la matière, je note avec intérêt ce qu'a dit le gouverneur de la Banque d'Angleterre : lorsqu'une banque est trop importante pour faire faillite, elle est trop grosse. Je comprends cette notion dans le monde d'où je viens, mais je ne perçois toujours pas de réponse adéquate sur la gestion de ce problème de la part du système financier international.

Je tiens à dire quelques mots sur le Conseil de stabilité financière (CSF) et le rôle qu'il devrait jouer dans le système. Il est assez évident, malgré les dangers qui existent, qu'il n'y aura pas un seul et unique organisme mondial de réglementation, et cela a déjà été clairement dit aujourd'hui. Cependant, des progrès peuvent être accomplis sur le contrôle des risques, en suivant l'évolution de l'innovation financière, ce qui ne s'est pas très bien déroulé dans le passé, et en se dotant de certains moyens de contrôle des principes et des normes.

Le CSF, à mon sens, est un organisme clé sur lequel on peut s'appuyer, et j'espère que nous passerons davantage de temps à en parler. Il faudra plus de moyens, et je dirais que son adhésion devrait être accessible à tous les membres du FMI. Ce n'est vraiment pas l'endroit où l'on peut dire aux gens qu'ils ne peuvent pas entrer. Fondamentalement, je dirais que le CSF doit être à même de tirer la sonnette d'alarme. Je ne sais pas quelle

contrainte est envisageable ; d'autres dans cette pièce ont probablement de meilleures idées. Il me semble que nous devrions examiner cette question dans l'après-midi.

Je viens du monde fonctionnel de la politique étrangère et désormais du milieu universitaire en qualité de politologue. Jean-Claude Trichet a parlé ce matin de la nature changeante de la souveraineté, un sujet prégnant dans les deux contextes. Les types de changements dont nous parlons ici, ceux que je viens d'énumérer, reflètent un changement dans la nature de la souveraineté. Nous travaillons en étroite collaboration avec l'ancien Premier ministre et ministre des Finances canadien Paul Martin ; de pair avec Larry Summers, il a redémarré le G20 au niveau des ministres des Finances. Il a affirmé : « Faire face à l'effort nécessaire pour que la mondialisation réussisse exige un consensus international qui ne peut être borné par l'exercice traditionnel de la souveraineté. » Cette affirmation est cruciale.

La thèse qu'il avance, qui est aussi la mienne, est qu'à l'instar des droits souverains, il existe également des devoirs souverains. Comme nous le savons, une plus grande indépendance signifie une plus grande vulnérabilité; c'est vrai du domaine financier ainsi que d'autres domaines dès lors qu'il s'agit de patrimoine mondial. On peut avancer que les protagonistes de la finance en Europe et aux Etats-Unis ont fabriqué ces deux dernières années des actifs toxiques qu'ils ont vendus à travers le monde, et l'on peut avancer que ce même processus empiète de façon tout à fait néfaste sur la souveraineté des autres.

En conséquence de cela, je soutiendrais que nous devons aller à l'encontre de ce qui nous a été enseigné, à savoir pénétrer dans ce domaine sensible qu'est l'avenir de la souveraineté. C'est le cœur du sujet si nous souhaitons réellement gérer efficacement le type de monde interdépendant dans lequel nous vivons actuellement.